

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement
et du Logement Occitanie
89 rue Wéber CS 52002
30907 Nîmes Cedex 02

Nîmes, le 14/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MEAC SAS (carrière)

GROUPE MEAC
Route de St Julien
44110 Erbray

Références : -
Code AIOT : 0006600811

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement MEAC SAS (carrière) implanté Terre Rouge Plan Lis 30630 Verfeuil. L'inspection a été annoncée le 26/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MEAC SAS (carrière)
- Terre Rouge Plan Lis 30630 Verfeuil

- Code AIOT : 0006600811
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le société MEAC appartient au groupe Suisse Omya, elle est spécialisée dans la fourniture de carbonate de calcium et elle produit différentes granulométries. La carrière de calcaire est située sur la commune de Verfeuil elle est exploitée à ciel ouvert. L'extraction et le concassage / Criblage des matériaux sont sous-traité par l'entreprise Seca.

L'usine dédiée au traitement des matériaux se trouve sur le même site et fait l'objet d'un arrêté préfectoral dissocié de la carrière (Aiot 0003702716) rubriques:

*1414 (Gaz inflammables liquéfiés): four pour traiter les matériaux.

*2515 (Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.)

*2910(Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes)

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les différents produits pétroliers stockés sur le site le sont sur des bacs de rétention ou dans des citernes double peau, les fiches de sécurité sont disponibles dans un classeur à proximité. L'aire étanche de ravitaillement est en cours de transfert et de finalisation: déplacement de la structure métallique servant de toiture et livraison d'une nouvelle cuve GNR.

La carrière est propre, quelques bennes de stockage de déchets sont présentes au niveau du carreau de concassage et ne sont plus utilisées.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	CONSISTANCE S DES INSTALLATION S CLASSÉES	Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 1.4 & 1.10.1.3	Sans objet
2	Signalisation, accès, zones dangereuses	Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 1.10.1.2	Sans objet
3	Surveillance dans l'environnement (retombées de poussières)	Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 4.2.1	Sans objet
4	VITESSES PARTICULAIRES LIMITES	Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 6.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE	Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 11.4	Sans objet
6	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 14/05/2019, article Annexe III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart n'a été relevé lors de la visite.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONSISTANCES DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 1.4 & 1.10.1.3
Thème(s) : Situation administrative, Bornage Nivellement
Prescription contrôlée : Cote limite NGF d'extraction: 160 m (art 1.4) Des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. (art 1.10.1.3)
Constats : L'exploitant extrait actuellement au nord de la carrière aux cotes NGF 195 m, 210 m, 220 m et 230 m, le point le plus bas se situe au sud de la zone d'extraction au niveau 167 m NGF soit 7 m au dessus la cote autorisée. La prescription est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Signalisation, accès, zones dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 1.10.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Panneaux
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Un panneau indiquant l'identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté est présent à l'entrée de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance dans l'environnement (retombées de poussières)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Poussières
Prescription contrôlée : <p>Afin d'évaluer au mieux l'impact de son activité sur l'air ambiant, l'exploitant doit mettre en œuvre un réseau de mesures des retombées de poussières sédimentables. L'implantation et l'exploitation de ce réseau de mesure pourront être conées à un organisme agréé à cet effet par le ministère de l'environnement. Une convention doit alors être établie entre l'organisme et l'exploitant. En tout état de cause, ce réseau doit être exploité conformément aux procédures qualité en vigueur au sein du dispositif français de surveillance de la pollution atmosphérique. Les données ainsi produites devront être communiquées à la banque nationale des données sur la qualité de l'air selon les formats préconisés par l'ADEME. Le réseau de mesures des retombées de poussières sédimentables sera constitué par 6 capteurs mis en place suivant le plan joint en annexe 2. Cette implantation pourra, au besoin, être modifiée en accord avec l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : <p>L'exploitant déclare faire des campagnes de mesures deux fois par an, l'inspection a pu consulter les deux derniers rapports des mesures de retombées atmosphériques de poussières du bureau Kali'Air:</p> <ul style="list-style-type: none"> • CKL24-A161-PR01-V01 du 16 mai 2024: mesures conformes. • CKL23-A109-PR02-V00 du 29 novembre 2023: mesures conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : VITESSES PARTICULAIRES LIMITES

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Vibrations
Prescription contrôlée : <p>Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] à la date de l' arrêté d'autorisation.</p>
Constats : <p>L'inspection a pu consulter la synthèse des vibrations des tirs de mines sur la carrière en 2024. Dates des tirs: 29/01/2024; 11/03/2024; 02/04/2024; 16/04/2024; 18/04/2024; 11/07/2024; 05/08/2024; 08/08/2024. Le niveau de déclenchement du sismographe est réglé à 0.5 mm/s, le tir du 2/04/2024 a déclenché et a mesuré 0.57 mm/s en vitesse longitudinale. Cette mesure est 10 fois en dessous du seuil "pratiqué" de 5 mm/s et 20 fois en dessous du seuil</p>

réglementaire de 10 mm/s.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : MOYENS D'INTERVENTION EN CAS DE SINISTRE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2009, article 11.4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : <p>Les installations sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Le plan du site, mis à jour, est à afficher à l'entrée de la carrière. Le débroussaillage réglementaire est à réaliser sur le pourtour de la carrière.</p>
Constats : <p>Un plan de la carrière est présent à l'entrée de l'installation. Une bâche souple de 120 m3 est présente derrière les installations de traitement, l'exploitant déclare que le Sdis connaît son emplacement et que les raccords sont compatibles avec leurs moyens d'intervention. Les extincteurs du site ont été contrôlés le 24 septembre 2024 par la société Chubb Sicli (Bon de travail N°20959931). La société MEAC sous-traite l'extraction et le concassage à la société Seca, le jour de l'inspection il n'y avait pas d'activité sur le site, les engins étaient fermés à clef, l'exploitant déclare qu'il a un accord avec la société Seca et que tous les engins du site sont équipés d'extincteurs à jour de leurs contrôles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/05/2019, article Annexe III
Thème(s) : Situation administrative, Phasage
Prescription contrôlée : <p>Phasage de la remise en état.</p>
Constats : <p>Sur la plate-forme située au nord ouest de l'installation, l'exploitant est en train de mettre en place de la terre végétale mélangée avec des végétaux. Concernant les versos l'exploitant déclare être en train de tester différentes techniques de re-végétalisation:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Hydro seeding • Hydro mulching • Grillages en texture de coco si aucun résultats sur les deux précédentes techniques.

Type de suites proposées : Sans suite